

Initiative actualité de protection



**OUI À LA PROTECTION
contre la sexualisation
à l'école maternelle
et à l'école primaire**



**Sexualisation précoce –
maintenant, c'est aussi dans
Migros Magazine**



Toni Bortoluzzi
ancien Conseiller national

Migros Magazine promeut l'éducation sexuelle perverse des petits enfants

Dans Migros Magazine du 24 avril 2018 (article: «Sexualité infantile précoce»), Daniel Kunz, professeur à la Haute école spécialisée de Lucerne, insiste sur «l'importance que revêt, pour un développement corporel positif et le renforcement de l'estime de soi» le fait que des petits enfants commencent de se stimuler activement. C'est aussi, dit-il, une «condition essentielle pour la prévention des abus sexuels». Ainsi, Migros Magazine, avec son énorme tirage d'1,5 million d'exemplaires, promeut auprès des familles suisses une idéologie sexopédagogique reposant sur des bases pédophiles.

Nous nous en souvenons: Daniel Kunz est l'un des 20 auteurs des très controversés «Standards OMS pour l'éducation sexuelle en Europe», à l'origine des bases desquels on trouve des activistes pédophiles. La masturbation et le fait de jouer au docteur font partie, dès le plus jeune âge, des éléments clés de cette idéologie visant à sexualiser les enfants. Aussi le Dr. Maurice Berger, pédopsychiatre et Vice-président du REPPEA (Réseau de Professionnels pour la Protection de l'Enfance et

de l'Adolescence) – France, et avec lui des dizaines de pédopsychiatres, mettent-ils en garde expressément contre ces standards OMS et parlent d'un grand «danger pour la santé émotionnelle des mineurs».

Dans l'article de Migros Magazine, il y a aussi l'illustration représentant une jeune fille nue devant un miroir. Elle provient d'un livre qui a récemment provoqué un scandale considérable en Autriche. Vu les questions perverses et les représentations obscènes qu'il contient, la police et les autorités sont intervenues. Ce livre où figure l'illustration utilisée par Migros Magazine a été qualifié de «totalement inapproprié» par la ministre de l'éducation du Tirol, qui ajoute qu'«à l'avenir il ne doit en aucun cas être de nouveau utilisé». (Voir le reportage en page 5).

Finalement, Migros Magazine indique la fondation Santé bernoise, dont la pédagogie sexuelle est un motif d'inquiétude (voir pages 2 et 3).

Comment est-il donc possible que Migros Magazine puisse ouvrir ses colonnes aux acteurs d'une pédagogie sexualisante et nuisant aux enfants?

S'il vous plaît, aidez-nous à empêcher résolument la poursuite de cette pédagogie sexuelle transgressive et détruisant la pudeur.

Toni Bortoluzzi, ancien Conseiller national

L'imprudente «Santé b

La pédagogie sexuelle de la fondation «Santé bernoise»¹ court le risque de détourner les enfants et adolescents vers des pratiques sexuelles, au lieu de les protéger contre les agressions. Ainsi, Santé bernoise organise, dans les écoles, des cours d'éducation sexuelle extrêmement douteux, et recommande des outils pédagogiques controversés, déjà supprimés autre part.

L'attention de l'Association Initiative de protection a été attirée sur Santé bernoise par un article paru dans le journal «Berner Oberländer» du 26 avril 2018, dans lequel un spécialiste appartenant à ladite fondation émettait l'absurde assertion selon laquelle les adolescents, quand ils envoyaient des clichés de nus (Sexting), devaient veiller à ne pas les envoyer à des personnes qu'ils ne connaissent pas dans la vie réelle. Il eût été sans doute plus approprié de conseiller de n'envoyer en aucun cas de telles photos par voie électronique.

Sur recommandation de Santé bernoise, dans une médiathèque accueillant des foyers, crèches et écoles de jour, on trouve, bien en vue, un livre scandaleux contenant plus de 100 «questions pour enfants». Il est recommandé pour les enfants à partir de 8 ans et se propose de répondre à «ce que les enfants veulent vraiment savoir». C'est précisément ce livre et ces réponses accompagnées d'illustrations sexistes, qui poussa une mère tyrolienne à aller à la police et à s'adresser aux médias. Après un grand débat public, la ministre de l'éducation de la région du Tirol interdit de continuer à utiliser cet outil pédagogique inapproprié. Vous lirez en page 5 de ce numéro le reportage à ce sujet.

Santé bernoise recommande aussi la brochure controversée «Liebevoll begleiten... Körperwahrnehmung und körperliche Neugier kleiner Kinder» (Accompagner avec amour... perception du corps et curiosité physique chez les petits enfants), du Centre fédéral allemand pour l'éducation à la santé (BZgA). On y présente le fait de se baigner avec ses parents comme une «excellente opportunité», pour les petits enfants, de «satisfaire leur curiosité sexuelle infantile» en découvrant les parties sexuelles des adultes. Même le fait de toucher celles-ci seraient, du point de vue des enfants (dit-on dans cette brochure), «tout-à-fait dans l'ordre». L'Association Initiative de protection trouve que cette affirmation n'est pas du tout dans l'ordre; pour des raisons notamment de prévention pour les petits enfants, de telles incitations ne sont-elles pas une invitation directe à passer à l'acte, faite aux parents ayant des penchants pédophiles.

La liste des médias auxquels recourt Santé bernoise témoigne d'une perte de repères, comme le montre ce livre qu'elle conseille: «Tendresse et jeux du docteur», dans lequel on décrit des règles claires pour jouer au docteur dans les crèches et les écoles maternelles. On doit «intervenir pédagogiquement» par exemple quand une petite fille ou un petit garçon «se blesse ou blesse d'autres enfants aux parties génitales». L'Association Initiative de protection non seulement refuse ces règles pour le jeu au docteur dans les crèches et les écoles maternelles, mais elle refuse aussi absolument ces jeux, afin d'éviter absolument que cela puisse conduire à des agressions entre enfants.

Santé bernoise recommande ensuite le site web allemand «Blinde-Kuh» (vache aveugle). Lorsqu'on inscrit le mot «éducation sexuelle» dans le moteur de recherche, on obtient des informations sur toutes les pratiques sexuelles, par exemple en premier lieu sur la «masturbation – découvrir son propre corps». On y voit bientôt le message



De sombres nuages au-dessus de Berne

bernoise»

d'un certain Niki (niki2005) du 22.03.2018 (voir illustration ci-dessous), qui incite à «faire» ça avec lui. Et si, derrière niki2005, se cachait un pédophile attendant sa prochaine victime?



Sur la liste «Les 20 média les plus actuels sur la sexualité» destinée aux enfants à partir de la 8e. classe, Santé bernoise présente aussi le film «SexLustLiebe» (Sexe, plaisir, amour), de ProFamilia Hessen, affirmant que les divers thèmes y sont «présentés très plaisamment» et «offre de vivre de multiples formes de sexualité». Par des dessins animés, sur ce DVD, on peut aussi voir toutes les variantes possibles de perversité dans le rapport sexuel, de même que des visages très expressifs d'adolescents se masturbant.

Ce DVD a manifestement été déjà utilisé dans un «groupe de parole sexopédagogique» de Santé bernoise (voir illustration) qui, selon le collaborateur spécialisé évoqué dans le journal, dure chaque fois trois heures.



Santé bernoise: «groupe de parole sexopédagogique». Source: «Jungfrau Zeitung: Rote Ohren bei Lehrern und Eltern» du 1.7.2016

Santé bernoise n'est pas consciente qu'avec ses recommandations et idées douteuses, elle ne fait pas de l'éducation sexuelle à proprement parler, mais opère un endoctrinement idéologique en vue d'une «pédagogie sexuelle de la diversité» qu'il faut refuser.

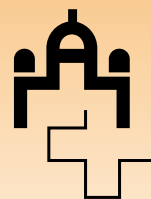
Selon le Prof. Maurice Berger, pédopsychiatre à Saint Etienne, cette forme de «promotion de la santé» étatique a déjà conduit à ce que beaucoup d'enfants et adolescents présentent des troubles psychologiques.

Les parents devraient continuer de rester extrêmement vigilants et s'informer en temps utile et avec précision sur les projets de contenus en matière de pédagogie sexuelle. Et ce pas seulement dans le Canton de Berne.

¹ Santé bernoise est une fondation chargée par la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP) du Canton de Berne, d'opérer dans le domaine de la pédagogie sexuelle, avec quatre centres régionaux à Berne, dans l'Emmental-Haute Argovie, le Jura bernois-Seeland et l'Oberland. Son siège se trouve à Berne.



Rapport de Berne



Sebastian Frehner,
conseiller national UDC,
Riehen (BS)

Le Conseil fédéral «se distance» des standards OMS pour l'éducation sexuelle

Dans mon dernier article de Berne sur la propagande de «Santé sexuelle Suisse» promouvant la sexualisation précoce, je l'avais déjà annoncé: comme on ne sait pas exactement si de l'argent public est ou a été employé pour cette propagande, j'ai, lors de la session du printemps dernier, déposé

une interpellation¹ à ce sujet. J'y demande au Conseil fédéral combien d'argent public a été, actuellement et dans le passé, versé à Santé sexuelle Suisse, ou l'est encore, et dans quel but.

Dès avant la réponse du Conseil fédéral, mon intervention fit de grosses vagues au sein de Santé sexuelle Suisse: dans un article du «Blick», Barbara Berger, dirigeante de cette association, se défendit véhémentement et me reprocha d'alléguer, par mon intervention auprès du Conseil fédéral, qu'il y avait «gaspiillage d'argent public». Manifestement, mes questions contenaient des éléments qui firent que Santé sexuelle Suisse se sentit obligée de prendre le parti du contribuable, bien que dans les années passées, des millions d'argent public aient été dilapidés pour une propagande douteuse en faveur de la sexualisation précoce. C'est ainsi que, dans le cadre du «Programme national VIH et autres infections sexuellement transmissibles (PNVI)», l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) cofinance grassement Santé sexuelle Suisse: ainsi cet organisme a-t-il engrangé, dans la seule année 2016, un total de 1,25 million de francs d'argent public dans le cadre du projet PNVI.

Entre-temps, le Conseil fédéral a répondu à mon interpellation, et ce en des termes étonnants. Ces cinq dernières années, la Confédération a versé à Santé sexuelle Suisse des contributions

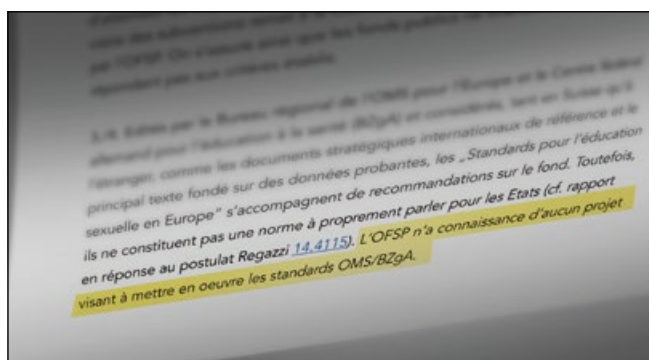
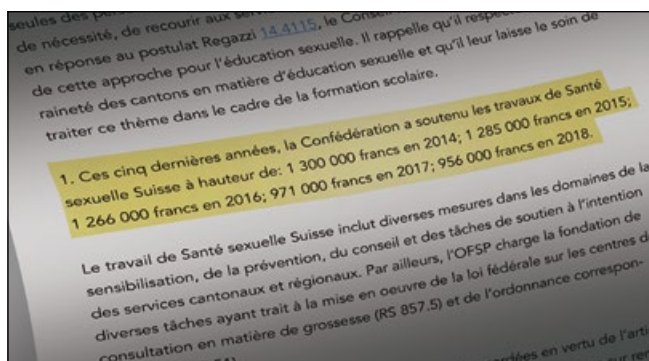
d'un montant de 5,78 millions de francs, ce qui correspond en moyenne à 1,16 million de francs par an. Cela devient intéressant si l'on regarde de plus près les missions de Santé sexuelle Suisse. Ainsi, le Conseil fédéral écrit de manière évasive: «Le travail de Santé sexuelle Suisse englobe des mesures prises dans les domaines de la sensibilisation, de la prévention, du conseil. De plus, l'Office fédéral de la santé publique charge Santé sexuelle Suisse de missions visant à mettre en place la loi fédérale sur les centres de consultation en matière de grossesse.» C'est ce point précis qui est plus qu'inquiétant au regard de l'attitude de Santé sexuelle Suisse concernant l'avortement.

l'avortement.

Une leur d'espoir cependant: comme je l'ai montré dans mon article de Berne, ce thème de la sexualisation précoce a été repris à nouveau dans une récente publication de Santé sexuelle Suisse parue en anglais (!). On y critique la pratique, disparate selon les cantons, de l'éducation sexuelle des enfants, et on y recommande que tous les enfants, en Suisse, puissent avoir accès à l'éducation sexuelle selon les standards OMS. Mais dans sa réponse, le Conseil fédéral «se distance» de tout cela: certes, les standards OMS sont considérés «comme les documents stratégiques internationaux de référence (...). Toutefois, ils ne

constituent pas une norme à proprement parler pour les Etats (...). Par ailleurs, selon la réponse du Conseil fédéral, «L'OFSP n'a connaissance d'aucun projet visant à mettre en oeuvre les standards OMS/BZgA».

Sebastian Frehner, Conseiller national, Riehen (BS)



¹ Interpellation Frehner: 18.3075, parlament.ch

Une mère courageuse va à la police!

«Est-il vraiment normal de poser de telles questions à des jeunes de dix à douze ans? Si oui, on peut d'emblée montrer un film porno à des enfants. C'est absolument pervers!» – propos de la Tyrolienne Sandra W., mère d'une fille de 11 ans, rapportés dans la Kronenzeitung. «Initiative de protection-Actualité» a pris contact avec cette mère engagée et lui a demandé ce qui, à l'école, est exactement arrivé à sa fille.

En février, cette vaillante mère a appris, après coup, qu'au cours d'«information sexuelle», on avait présenté aux enfants un questionnaire dont les horreurs sont sans équivalent. Des enfants de 10 à 12 ans devaient répondre à des questions concernant toutes les pratiques sexuelles perverses imaginables.

Après avoir lu ces questions, sa fille se sentit mal et faillit vomir. À la maison, elle raconta tout à sa mère. Sans attendre, celle-ci contacta la police et informa l'école – des journaux et la télévision locale Servus TV en parlèrent eux aussi en détail.

Le travailleur social ayant soumis ces questions aux élèves renvoya à la «littérature spécialisée» provenant d'Allemagne – à l'usage des enfants à partir de huit ans! Le directeur du travail social en milieu scolaire au Tirol, Philipp Bechter, eut cette formule lapidaire: «Il y a certainement différentes opinions concernant celles-ci (=les questions)». Mais la mère ne se contenta pas de cette réponse stupide. Elle critiqua en particulier le fait que ces questions avaient été posées sans en informer au préalable les parents, et qualifia le questionnaire de «fond de poubelle». De plus, les enfants devaient regarder tous ensemble un dessin animé montrant schématiquement l'érection d'un pénis et l'éjaculation.

Conséquences

Après entretien avec toutes les parties prenantes, les autorités compétentes (l'autorité régionale d'administration scolaire, la conseillère régionale de l'éducation, le directeur de l'école) retinrent que ce questionnaire ne devait plus être utilisé. De plus, la conseillère régionale de l'éducation, présidente de l'autorité régionale d'administration scolaire, Madame le Dr. Palfrader (ÖVP – Parti populaire autrichien), insiste clairement sur le fait que le «matériel utilisé, provenant d'une maison d'édition allemande», est «considéré comme totalement inapproprié, et qu'à l'avenir

il ne doit en aucun cas être de nouveau utilisé». En lieu et place du film sur l'érection, on devra désormais recourir à «des films autorisés pour l'enseignement». De surcroît, elle édicta «l'obligation formelle» selon laquelle, à l'avenir, «tout sujet sensible devrait faire l'objet d'un accord étroit avec les parents».

Commentaire de la mère

«Je referais ce que j'ai fait, pour préserver la santé physique et psychique de ma fille. Ce genre d'information sexuelle forcée et primitive pour des enfants de 11 ans est éhontée, transgressive, perverse, et représente en elle même un abus!»



Sandra W, mère d'une fille de 11 ans

Intervention de Hedwig von Beverfoerde à Aarau



Le 26 mai 2018, à l'occasion de l'Assemblée générale de l'Association Initiative de protection, Hedwig von Beverfoerde, présidente du mouvement civique «MANIF POUR TOUS» en Allemagne, a, dans un discours plein de force, indiqué les racines pédophiles de la pédagogie sexuelle de l'OMS. L'objectif principal de son organisation, a-t-elle dit, est de mettre en garde la population contre cette idéologie pernicieuse et de mettre en place la résistance.

Hedwig von Beverfoerde a fondé, voici cinq ans, le mouvement civique «MANIF POUR TOUS», une alliance de 30 organisations familiales, associations politiques et initiatives, afin de pouvoir exercer une influence directe sur la politique. Son idée était de réunir des groupes et des personnes pour, ensemble avec elles, faire pièce à l'idéologie du Genre et à la sexualisation des enfants dans les crèches, les jardins d'enfants et les écoles. Il s'agit avant tout, dit-elle, «d'organiser une pression politique avec



L'Assemblée générale à Aarau

les parents et les citoyens éclairés». Pour cela, il faut un débat public sur les «butts et machinations des acteurs de la «diversité sexuelle»».

En 2013, à Strasbourg, madame von Beverfoerde a organisé par deux fois en trois jours des manifestations spontanées devant le Parlement de l'UE, afin de protester contre le «Rapport Estrela», qui exigeait une éducation sexuelle à l'échelle européenne dans une atmosphère «sûre, sans tabou et interactive entre élèves et éducateurs». La pression exercée sur les parlementaires de l'UE fut renforcée par des e-mails de protestation et des appels téléphoniques directs. Cet engagement en valait la peine: le rapport en question fut effectivement rejeté!

Ce sont particulièrement les nouveaux médias (Internet, Facebook, Twitter, Youtube et les actions en ligne) qui ont contribué à la formation d'un contrepoids considérable, a dit cette intrépide mère de trois enfants. Elle a aussi organisé des congrès scientifiques, des conférences, des excursions en autobus à travers toute l'Allemagne, ainsi qu'une pétition en ligne ayant reçu 200 000 signatures.

La mobilisation des parents est très importante, dit madame von Beverfoerde, car ils ont, concrètement et sur place, la plus forte influence et l'intérêt le plus vif à protéger leurs enfants contre la folie de la «pédagogie sexuelle de la diversité». Il faudrait «éclairer les parents et les secouer hors de leur torpeur».

Les nombreux participants se montrèrent ravis du propos de cette courageuse conférencière et saisirent l'occasion de l'Apéro qui suivit pour s'entretenir personnellement avec notre invitée allemande.

Appel aux dons:

**Soutenez l'Association Initiative de protection!
Compte postal: PC 70-80 80 80-1**

Téléphone pour conseil: 061 702 01 00

www.initiative-de-protection.ch, info@initiative-de-protection.ch

Impressum:

Initiative de protection - actualité paraît chaque trimestre / **Abo:** CHF 10.-, pour les donateurs/trices de l'initiative inclus dans leurs dons / **Edition et rédaction:** Association Initiative de protection, case postale, 4142 Münchenstein, Tél. 061 702 01 00, info@initiative-de-protection.ch, www.initiative-de-protection.ch, **Compte postal:** 70-80 80 80-1 © Association Initiative de protection / **Images:** p. 1, 2: iStockphoto; p. 5: ZOOM.Tirol; le reste: m.à.d. / **Maquette:** WJP Werbeagentur AG, 4053 Basel / **Impression:** Spühler Druck AG, Rüti.



OUI À LA PROTECTION
contre la sexualisation
à l'école maternelle
et à l'école primaire